

Anticiper les ruptures stratégiques



Protéger



Gérer

Intervenir



Former



Secourir



Conseil Supérieur de la Formation
et de la Recherche Stratégiques

en partenariat avec



INSTITUT NATIONAL
DES HAUTES ÉTUDES
DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

PRÉSENTE LES

Assises Nationales de la Recherche Stratégique

Judi 24 juin 2010, de 9h à 18h
École militaire, (amphithéâtre Foch) 75007 Paris




Assises Nationales
24 juin 2010

1 Place Joffre
Case postale interne 7
75700 PARIS SP 07

Tél.: 01 44 42 46 65

Contact : assises@csfrs.fr



Le 17 novembre 2009 était créé, à la suite du “rapport Bauer” remis au Président de la République au printemps 2008, le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques. En vertu du mandat qu’il a reçu, il appartient à ce nouvel organisme d’aider à la diffusion de la pensée stratégique au sein d’une large communauté rassemblant acteurs de la formation, chercheurs, décideurs publics et des entreprises, relais d’opinion... C’est dans ce cadre que s’inscrit cette première édition des Assises nationales de la recherche stratégique, réalisée en partenariat avec l’Institut des hautes études de défense nationale et l’Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice, à laquelle nous vous convions.

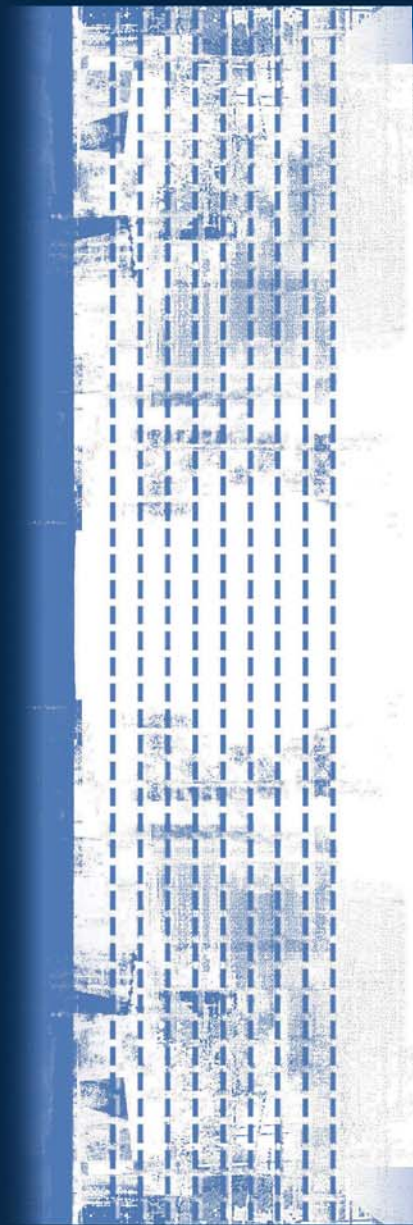
Une séance plénière en matinée conduira spécialistes et personnalités à s’interroger sur l’anticipation et le décèlement précoce qui seuls nous mettent en mesure de faire les bons choix pour notre avenir collectif. Ils l’évoqueront dans trois domaines bien différents : les menaces nouvelles, la défense et l’économie.

L’après-midi sera consacré à des ateliers au cours desquels de jeunes chercheurs feront part de leurs travaux autour de thèmes entrant dans le champ du CSFRS : nouvelles vulnérabilités des NTIC ; nouveaux enjeux de la défense ; sécurité et état de droit ; neurosciences et gestion des crises.

Des interventions de personnalités marquantes sont en outre prévues.

Nous espérons que vous viendrez nombreux à la séance plénière et aux ateliers, et que vous prendrez activement part aux échanges. Pour vous inscrire, retournez le bulletin joint ou remplissez le bulletin “en ligne” sur le site internet du CSFRS :

www.csfrs.fr





Sommaire

Pourquoi le CSFRS, pourquoi les Assises ?
Par Alain BAUER, Président du CSFRS _____ p. 4

Le programme des Assises _____ p. 6

Une nouvelle étape pour la recherche stratégique _____ p. 8

L'organigramme et les membres du CSFRS _____ p. 11



Pourquoi le CSFRS, pourquoi les Assises ?

par Alain BAUER,
Professeur de criminologie au CNAM, Président du CSFRS

Le 24 juin prochain, se tiendront à l'Ecole militaire les **“Assises nationales de la recherche stratégique”**, organisées par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS).

Cette première manifestation veut répondre aux attentes de la recherche stratégique française en matière de défense et de sécurité et présenter l'approche que le CSFRS entend promouvoir, à l'écoute de la communauté scientifique et de ses autres partenaires.

Le 20 mai 2007, le Président de la République lançait la réflexion sur les conditions de refonte de l'outil de sécurité stratégique de la France. Le 2 août 2007, sous la double signature du Président de la République et du Premier ministre, s'enclenchait le rapprochement des missions, structures et modes de financement des institutions publiques chargées de la formation, de la recherche et de l'analyse des questions stratégiques.

Dans le rapport publié par la mission que j'ai eu l'honneur de présider, nous rappelions que notre monde est effervescent et imprévisible, et que la renaissance d'une pensée stratégique, appuyée sur un outil souple de décèlement précoce, devenait cruciale. Depuis la fin de la Guerre froide, le terrorisme et le crime organisé, les menaces militaires, la prolifération, etc., ont connu une mutation, une mondialisation et des hybridations telles qu'ils débordent largement du cadre statique et rétrospectif dans lequel ils s'étudiaient hier. Désormais éclairée par le récent concept de “sécurité globale”, émerge une nouvelle pensée stratégique vouée à articuler défense nationale, sécurité publique, protection des entreprises ou sécurité environnementale.

L'urgence est double : d'une part, reconstruire une pensée stratégique, d'autre part, concevoir les contenus et les missions de ces nouveaux dispositifs visant à moderniser les structures de sécurité et de défense de la Nation, afin de gérer les crises non militaires, coordonner le renseignement préventif, déceler les signaux faibles et ainsi, suivre au plus près l'évolution des dangers et menaces.

Car la France ne disposait plus d'une pensée stratégique vivante et structurée. Celle-ci avait été victime de la défaite de 1940 et, paradoxalement, de l'affirmation de la doctrine nucléaire voulue dans la décennie 60, du fait de l'internationalisation des menaces militaires : Gallois, Poirier, Aron portèrent un flambeau de moins en moins visible.

La mondialisation des échanges économiques et humains s'inscrit dans une longue évolution, mais les bonds technologiques du XXe siècle l'ont accélérée, bouleversant les modes de vie, voire la conception même de la vie. Ainsi, l'incertitude est de retour, alors que, face au terrain réel, il est désormais entendu que la guerre sans morts est un leurre. Résultat : les notions fondant naguère notre sécurité : territoire, frontière, guerre et paix, ne suffisent plus à l'assurer. Fort engagées dans les opérations extérieures, dans le maintien de la paix, dans la lutte contre la piraterie internationale, les armées savent ainsi qu'elles servent la sécurité de la France et des Français. Mais la mondialisation relativise les notions d'extérieur-intérieur et de frontière, tout en les élargissant : forces de sécurité, diplomates, enseignants, exportateurs, services de renseignement, tous sont désormais acteurs et enjeux de notre sécurité.

Dans un tel monde, l'accès théorique au réel ne suffit pas. La seule volonté d'accomplir ne donne pas forcément la recette du succès. Le “passage à l'acte” suppose d'abord de lever bien des obstacles. Or depuis des décennies, la “ligne Maginot électronique”, le fétichisme technologique, la “compliance” sont omniprésents, gadgets favoris de bureaucraties souvent myopes mais survivant à tout.



Est-ce à dire que “tout est stratégique” ? Au contraire : le champ d’investigation s’élargit, mais la vision doit se faire plus aiguë. Il faut “trier” : là réside le défi, celui d’isoler, notamment grâce au “décèlement précoce”, le phénomène qui d’ici peu d’années, structurera notre vie individuelle et collective.

Le passé récent montre à quel point cette recherche est ardue : au XXe siècle, les grandes découvertes ou inventions ayant révolutionné nos modes de vie, n’ont vu leur importance reconnue qu’au fil des années, voire des décennies (aéronautique, antibiotiques, fission nucléaire, ordinateur, internet...). D’où cette réalité : dès qu’une situation est trop complexe ou durablement confuse, la libre réflexion, les “avocats du diable”, le décèlement - bref, l’humain et le conceptuel - deviennent les seuls garants de la “pré-vision” efficace.

La démarche du CSFRS veut s’inspirer de ces constats. Elle est attentive : voulant déceler la petite musique de l’important dans un bruit de fond toujours plus assourdissant. Elle est prudente : comment prétendre prévoir ce que le monde sera dans 20 ans ? Nous aurons réussi si nous pouvons déceler ses orientations à 5 ou 10 ans. Elle se veut pluridisciplinaire, parce que l’avenir se joue des catégories, et interdisciplinaire, car le pire ennemi de l’homme est le rail habituel de sa pensée ; la fécondité et la résilience sont fruits de la curiosité et de la remise en question.

Si telle est l’attente à laquelle le CSFRS veut répondre, alors apparaît clairement son caractère stimulateur et complémentaire.

Stimulateur et complémentaire, le CSFRS a déjà accompagné le rapprochement d’instituts de formation stratégique rénovés que sont l’Institut des hautes études de défense nationale (auquel s’est agrégé le Centre des hautes études de l’armement) et l’Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice, issu de l’Institut national des hautes études de sécurité et de l’Institut d’études et de recherches pour la sécurité des entreprises, et dont les missions s’étendent désormais au champ entier de la sécurité et de la chaîne pénale.

Stimulateur et complémentaire, le CSFRS l’est, car il ne se conçoit pas comme un centre de recherche de plus mais, porté par les jeunes chercheurs français ou étrangers, comme l’acteur du financement des projets de recherche vitaux pour notre société.

Il doit même devenir fédérateur en écartant d’emblée ce que le terme peut suggérer d’émollient et de réducteur “au plus petit commun dénominateur”. Notre souci est bien de déranger, de susciter des réactions ; tel sera le gage de la réussite. Déjà le CSFRS a su réunir autour de son projet des partenaires appartenant au monde académique et universitaire, à l’économie, à l’administration : chacun des 27 membres de notre Groupement d’intérêt public, qui s’élargira vite, possède sa personnalité, ses préoccupations et ses talents bien spécifiques.

Ainsi, les Assises du 24 juin devront-elles permettre d’aborder, sans viser une impossible exhaustivité, une variété de thèmes reflétant la multiplicité des sujets en cause. Tant en séance plénière qu’en atelier, une double approche sera favorisée : scruter l’avenir, croiser les disciplines afin d’envisager les besoins nouveaux des décideurs et de leur apporter des réponses nouvelles.

La crise de la pensée stratégique n’est pas une fatalité. Des esprits libres expriment partout des idées et des options qu’il convient d’écouter. C’est désormais une opportunité pour l’Etat et pour la Nation, une responsabilité revenant à toute une communauté de chercheurs, d’enseignants mais aussi de décideurs, d’experts, de praticiens, acteurs publics ou privés que nous souhaitons voir rassemblés le 24 juin pour **“Anticiper les ruptures stratégiques”**.

Le programme des Assises nationales de la recherche stratégique

“Anticiper les ruptures stratégiques” 24 juin 2010

09h00 : Accueil

09h30 : Introduction par le Président du CSFRS, M. Alain Bauer

09h45 : Intervention extérieure (1^{er} créneau)

10h30 : Début de la séance plénière : autour de trois thèmes successivement évoqués, la salle sera appelée à réagir à la présentation liminaire :

10h30 : **“Menaces nouvelles, menaces réelles : savoir anticiper”** (Xavier Raufer)

Dans le champ stratégique, toutes les défaites ont une commune origine, exprimée par deux mots : trop tard. Vaincre, dominer un problème majeur c'est à l'inverse comprendre tôt, puis agir à temps. Ainsi, dans le monde émergent, une précoce et pertinente compréhension des dangers et menaces permet-elle seule de les prévenir le plus souvent - au pire, d'en limiter les effets. D'où cet exposé préliminaire : oui, les menaces nouvelles sont bien réelles. Oui, le décèlement précoce permet la prévention.

11h10 : **“Une défense sans frontière”** (Nicole Chaix)

Les luttes contre les terrorismes, les trafics de toute sorte, les mafias doivent constituer une préoccupation forte des Etats que ces menaces fragilisent et parfois décomposent. Au souci du détail, à la capture des signaux faibles anticipatifs sur les nouveaux terrorismes et les nouvelles criminalités s'ajoutent des tensions grandissantes entre les nations.

Comme avant un tremblement de terre, le niveau d'énergie des grands blocs nationaux augmente, leurs besoins aussi, qui s'affronteront nécessairement dans un avenir peut-être pas si éloigné.

On a longtemps vécu sur une analyse des dysfonctionnements des conflits en cours pour préparer les armées à la défense future. Quand on a voulu se préparer à un conflit imminent, on a eu souvent tendance à édifier des forteresses coûteuses et finalement inutiles ou contournées.

Face aux changements de paradigme qui affectent la défense comme la sécurité ou l'économie, il s'agit aujourd'hui de réfléchir aux méthodes pour se donner les moyens, dans un univers financier très contraint, de s'adapter, rapidement, à des besoins futurs encore méconnus et évolutifs.

11h50 : **“De la résilience à l'innovation”** (Philippe Baumard)

On continue à penser l'économie sur des modèles sociaux et capitalistes du passé, cependant :

- un nouveau modèle est en train de se dessiner ;
- il n'est ni viable ni durable et menace des principes fondamentaux (liberté, équité...).

Il est impératif d'innover sur les modèles sociaux, économiques, financiers pour assurer notre résilience.

Nous sommes cependant loin d'être prêts (description des nouvelles logiques d'interaction R&D - universités, micro-financements, logiques d'économie de la fonctionnalité, rôle central que joue l'innovation dans un monde "commoditisé").

C'est tout autant un problème de sûreté qu'une question urgente d'inventer et prendre le leadership sur un renouvellement du capitalisme moderne.

12h30 : Pause déjeuner

14h15 – 16h15 : Ateliers simultanés. Les ateliers exploreront, dans une approche plus concrète, quelques-uns des enjeux de la recherche stratégique. Dans chaque atelier, de jeunes chercheurs feront part de leurs préoccupations et les participants seront amenés à réagir et dialoguer.

Atelier 1 : **“Nouvelles vulnérabilités des NTIC”**

Animateur : Cédric Blancher, EADS

Atelier 2 : **“Nouveaux enjeux de la défense”**

Animateur : Robert Ranquet, IHEDN

Atelier 3 : **“Sécurité et état de droit”**

Animateur : Nicolas Arpagian, revue “Prospective stratégique”

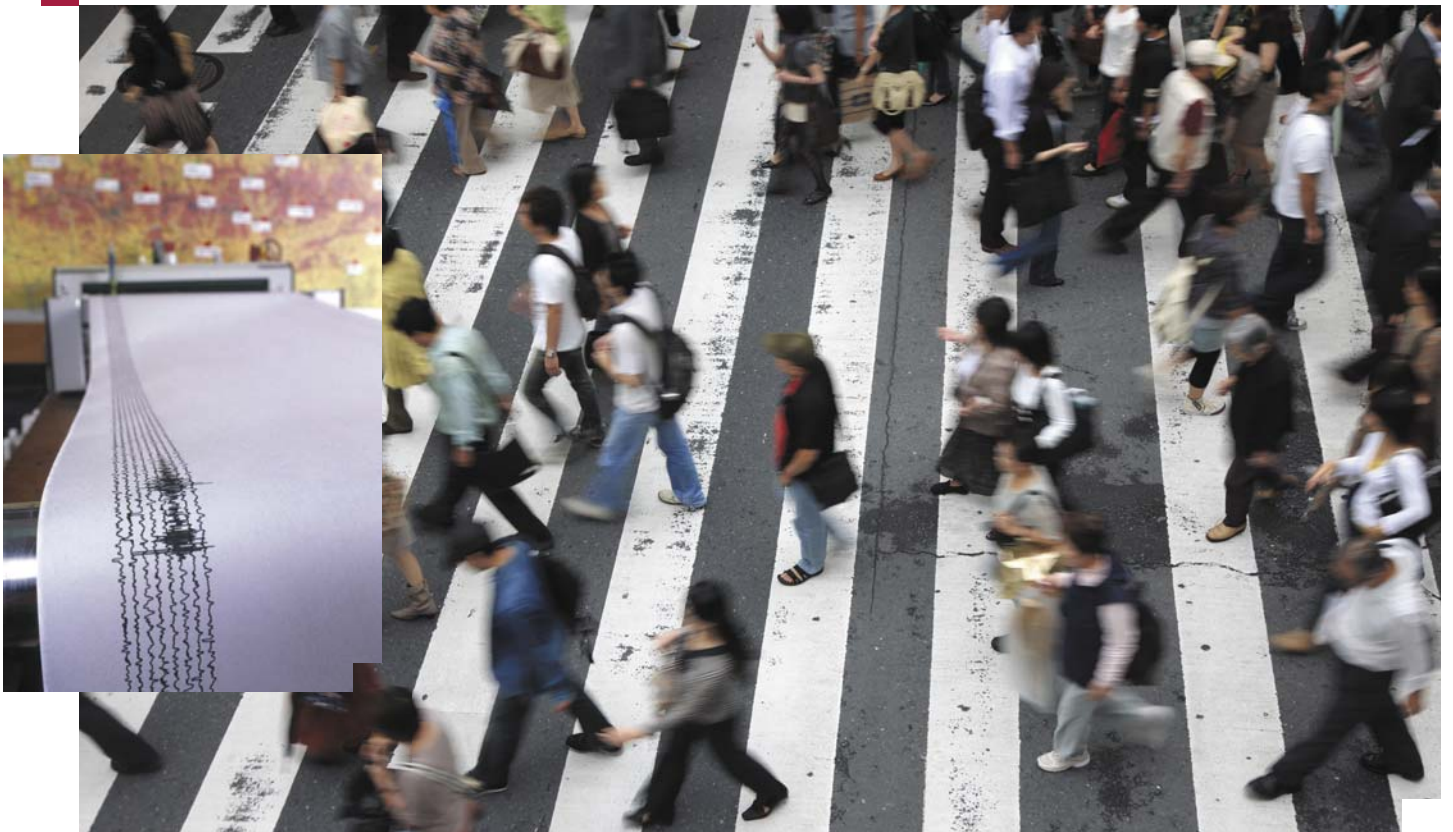
Atelier 4 : **“Neurosciences et gestion des crises”**

Animateur : Olivier Oullier, Université de Provence et CNRS

16h30 : Plénière : rapport de synthèse

17h00 : Intervention extérieure (2^{ème} créneau)

18h00 : Fin des Assises.



Une nouvelle étape pour la recherche stratégique

Par Alain Bauer, Philippe Baumard, Nicole Chaix, Mario Faure, Patrick Laclémence, Xavier Raufer et René Sève

La mission du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) s'exprime simplement : éviter à la France un "choc stratégique" et plus généralement développer une culture stratégique. Face aux risques émergents, le CSFRS doit conceptuellement agir en vigie : mutualisant compétences et moyens, il doit soutenir et rassembler ceux qui regardent en avant, discernent, puis signalent avec expertise ce qui leur semble périlleux, en vue d'optimiser la perception des risques et périls, des défis et opportunités.

Dans un monde chaotique et fragmenté, une nation souveraine – et voulant le rester – ne peut en effet se borner au rétrospectif. Elle ne peut compter sur les précédents, us et coutumes, règles et protocoles, pour simplement riposter. Réagir, c'est déjà être en retard. Constamment, une nation stratège doit pouvoir prévoir, anticiper, devancer, éviter, prévenir ; cette obligation nouvelle d'agilité exige que cette nation dans ses composantes (l'État mais aussi le monde de la recherche, l'économie) soit avertie à temps de ce qui l'avantage ou à l'inverse, la menace réellement.

La libéralisation commerciale et financière, l'innovation technologique et le développement des communications fabriquent des interdépendances et constituent une géographie nouvelle de territoires réels et virtuels organisés autour de mégapoles, de clusters, de communautés à la fois infra et multinationales. Mais dans le même temps, ils fabriquent aussi des exclus dont la mondialisation accroît la dépossession et l'impuissance. Ces décalages sont porteurs de dangers : émeutes de la faim, migrations économiques, instabilités politiques, conflits locaux pour le partage des ressources, revendications identitaires ou religieuses, développement incontrôlable d'une véritable économie criminelle.

Ainsi en entrecroisant les intérêts à distance et en limitant les tensions au niveau mondial, la globalisation a pu les renforcer à d'autres niveaux. Sur la période 2010-2030, ces deux facteurs vont

se combiner. La crise financière de 2008-2009, en ralentissant les échanges mondiaux, en ramenant l'État dans le jeu des économies nationales comme prêteur, investisseur voire consommateur, va renforcer la main des acteurs publics. Elle peut également relancer la coopération et le renforcement des institutions internationales inter-étatiques, formelles et informelles. Mais à terme, le différentiel des taux de croissance peut permettre à certains pays émergents de défier la puissance des anciens pays industrialisés comme de leurs rivaux.

C'est ainsi qu'une escalade militaire non contrôlée à partir d'un conflit local, la recherche dans une aventure extérieure d'un dérivatif à des tensions internes, la perception exacte ou fautive d'un avantage technologique décisif pourraient ensemble ou séparément aboutir à des déflagrations majeures. La dimension européenne est essentielle à notre réflexion : avec nos partenaires européens nous partageons une culture et un destin, un mode de pensée et d'appréhension du monde, des outils (un marché unique, une monnaie, des politiques communes). C'est donc avec eux que nous devons partager nos analyses et les réorienter vers le futur, et que nous appliquerons des solutions possibles.

Concrètement, à horizon maîtrisable, quels sont les périls vraisemblables, les défis qui se présentent devant nous ?

Tentons un survol, valant pronostic, des incertitudes stratégiques majeures :

- nous pouvons être privés d'un pan de notre indépendance nationale ;
- nous pouvons subir une attaque terroriste ou une grave agression d'origine criminelle ;
- nous pouvons, au niveau national ou européen, perdre une course technologique cruciale ;
- nous pouvons devoir affronter de nouveau de graves crises économiques ou financières, l'actualité nous le montre ;
- de graves crises peuvent se présenter dans un





domaine civil stratégique (énergie, industrie, etc.) ;
- peuvent également se produire des phénomènes de délitement de la société ou des micro-chocs (migrations irrégulières, ségrégation urbaine, travail clandestin) ;

- nous pourrions avoir à gérer une grave épidémie, un séisme, un désastre industriel ou environnemental de type Tchernobyl, ou Bhopal.

Ces risques ne sont bien sûr pas les seuls mais ensemble, ils déterminent un environnement périlleux, un champ des dangers plausibles à parcourir et scruter, dans un esprit de détection et d'anticipation.

Loin de tout angoissant alarmisme, ces risques sont le réel quotidien d'un pays moderne, technologiquement complexe, chaîne aux maillons toujours plus nombreux tenant chacun à l'autre, immergé dans un monde en réseaux, dépendant par essence de la qualité et de l'efficacité de ceux-ci.

Deux critères doivent déclencher l'alerte : la nature à la fois réelle et émergente du phénomène périlleux, de ce qui est déjà là comme indiscutable germe et exige l'attention, puis la prévention experte.

Il s'agit d'une tâche désormais cruciale, car ces dernières années, malgré les fortunes dépensées – 70 milliards de dollars par an aux seuls Etats-Unis – le renseignement, toujours plus dépendant de technologies substituant la compilation à l'analyse, n'a pu, n'a su, le plus souvent, nommer, prévoir, repérer à temps les désastres et dangers majeurs provoqués par une autre "mondialisation", celle dont les médias rappellent rarement la réalité (criminalité transnationale, cybercrime, etc.).

Ambition et mission des Assises

Le CSFRS est un concept original, coordinateur de l'effort public et privé (Etat, universités, entreprises de taille mondiale) certes, mais surtout mosaïque de savoirs anticipatifs. Aux antipodes de toute querelle de bornage et dans la claire perspective du décèlement précoce, il agit dans le registre conceptuel : il lance des recherches, soutient l'université et les centres privés, finance des études, intègre des savoirs, soutient de nouvelles approches en recherche stratégique, suggère des thématiques de formation ; ce, pour pouvoir anticiper, alerter, informer, prévenir, et si possible prévoir à temps.

S'appuyant sans tabou sur un vaste vivier de chercheurs et d'experts, le CSFRS, notamment à travers les Assises, peut aider à déceler et évaluer efficacement les risques et défis surgissant, à détecter les signaux faibles – ou l'absence de signaux ; à conduire des recherches pertinentes et transdisciplinaires sur des entités, des territoires, des flux problématiques ; à produire des diagnostics et à les diffuser dans l'univers de la "sécurité globale". Cela, dans un cadre conceptuel large et incluant la dimension historique : grands espaces de la géopolitique, grandes perspectives sociétales et scientifiques.

Ainsi, notamment par ses Assises, le CSFRS pourra jouer son rôle d'outil d'aide à la décision et d'initiateur imaginatif de possibles ripostes. Les Assises devront donc être un espace ouvert et libre de dialogue à tous les niveaux.

La démarche du décèlement précoce

La génération spontanée n'existe pas plus en stratégie qu'en biologie : les gestations et prélabiles sont, en matière stratégique, aussi perceptibles et décelables que dans le champ du vivant. Or nul Etat, superpuissance incluse, n'a réellement su détecter des grands ébranlements du millénaire débutant : Janjaweed, 11 septembre, Madoff, Subprimes, alors qu'abondaient des signes avant-coureurs.

Pour le seul 11 septembre, la Commission spéciale du congrès américain a elle-même démontré a posteriori qu'en masse de travail, déplacements, etc., les préparatifs de l'attaque représentaient l'activité d'une petite entreprise, trois ans durant.

Comment a-t-elle pu échapper à la superpuissance, pourquoi avoir négligé cette intense activité alors que la déclaration de guerre à l'Amérique d'août 1996, puis les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam ciblaient ouvertement l'Amérique ?

Cette incapacité à prévoir a pour nom aveuglement, et son antidote, car il existe, porte celui de décèlement précoce.

Cette démarche, cette posture anticipative, peut percevoir les signaux faibles et "ruptures d'ambiance" dans l'immense et problématique domaine du peu visible, du souterrain, du clandestin. Ainsi d'ailleurs que dans le domaine de ce qu'on ne veut pas voir. Cette démarche du décèlement précoce peut pronostiquer l'émergence d'un danger ; déceler le signe précurseur d'un périlleux ordonnancement nouveau – ce que la phase suivante, celle de l'analyse puis du diagnostic, infirmera ou confirmera.

Outil détectant la mise en articulation de phénomènes préoccupants, dispositif de prévention ciblée, le décèlement précoce peut notamment entreprendre de briser le cycle infernal attentats-répression aveugle pour le domaine criminel ou terroriste ; comme le cycle surprise-réaction improvisée dans d'autres domaines (des crises financières aux nombreuses crises environnementales).

Que faire, comment faire ?

La plupart de ceux qui, de cent façons diverses, sont acteurs des domaines de la stratégie et de la "sécurité globale" sont les des querelles d'écoles, des carcans et tours d'ivoire. Ils rêvent de l'à-venir, d'idées neuves ou enfin exprimées, d'espaces conceptuels, de courses inventives.

Par la pertinence de ses questionnements, par la qualité de ses productions, par ses offres d'informations et de formations intéressantes, par l'ouverture d'esprit de ses partenaires, il reviendra donc au CSFRS d'aider ses membres et ses partenaires à créer une culture d'anticipation.

Afin de remplir cette mission, le CSFRS se dote d'un conseil scientifique représentant la richesse pluridisciplinaire requise pour traiter de tels enjeux : chercheurs en stratégie publique, civile



et militaire, anthropologues, sociologues, démographes, économistes, géographes, publicistes, mathématiciens du risque, ingénieurs civils et experts de la résilience ... Ils sont réunis avec le souci du détail, la préoccupation de l'anticipation et de la préparation d'une Nation, apte à valoriser et à faire entendre ses talents, et se saisissant des enjeux pour y apporter des réponses pragmatiques, inscrits dans la durée et contribuant au débat citoyen.

Il appartiendra au CSFRS d'aider des jeunes chercheurs, des experts, à explorer les champs de recherche ici esquissés – d'autres aussi bien sûr, lorsqu'ils apparaîtront.

Il appartiendra au CSFRS de soutenir ceux qui entreprendront d'appréhender les périls émergents du monde vrai ; de comprendre les intentions réelles des entités problématiques. De les aider à distinguer les vrais signaux faibles et "ruptures d'ambiance", des faux-positifs et dangers fictifs.

Il ne s'agit pas ici de chercher de nouveaux ennemis intérieurs ni d'appuyer des politiques. Le rôle du CSFRS, donc des Assises, n'est pas de soutenir une politique gouvernementale. Le CSFRS a simplement pour mission d'exposer, sous l'œil du public et des médias, les phénomènes émergents ou plausibles ; d'accepter d'aborder les "questions qui fâchent" pour permettre une libre confrontation sur de possibles thérapeutiques, une fois le diagnostic partagé.

Grâce aux Assises et aux projets qu'il soutiendra, il appartiendra enfin au CSFRS, de contribuer à élaborer et faire rayonner une nouvelle pensée stratégique.

Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques

Experts internationaux
Coordination
M. Xavier Raufer

Conseil d'administration
Président M. Alain Bauer

Direction générale
M. Louis-Michel Guillaume

Mario Faure ■ Christine Moro ■ Patrick Laclémence ■ Marie-Hélène Dumeste

Conseil scientifique
Président M. Philippe Baumard

Comité de financement
Président M. Francis Delon

Comité d'évaluation

Les membres

En tant que Groupement d'Intérêt Public, le CSFRS est constitué de l'État, d'acteurs de la recherche et de la formation ainsi que d'entreprises.

Représentants de l'Etat

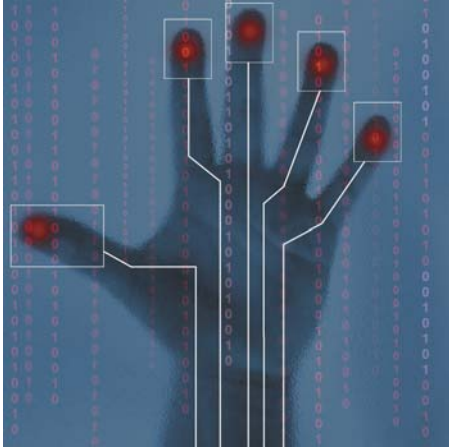
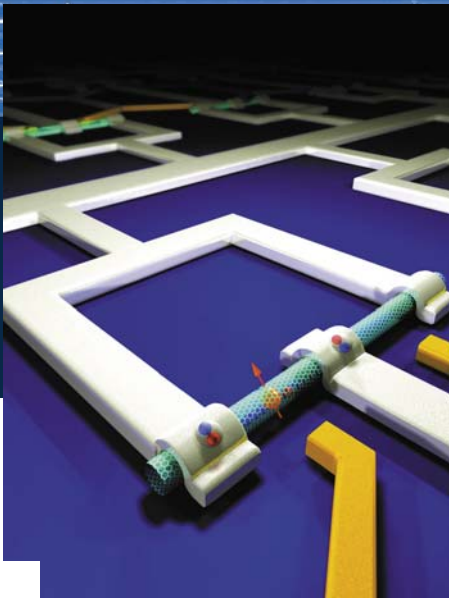


Recherche et formation



Entreprises





**N'oubliez pas
de vous inscrire
pour les Assises**

Conseil supérieur de la formation
et de la recherche stratégiques
École militaire
1 place Joffre (case interne 7)
75700 PARIS SP 07
Tél.: +33 (0)1 44 42 46 65
Courriel : contact@csfrs.fr

www.csfrs.fr



Conseil Supérieur de la Formation
et de la Recherche Stratégiques